

# « Il n'y a pas de déclin français »

A ceux qui s'alarment du déclin national, Jacques Marseille oppose l'expansion exceptionnelle qu'a connue la France depuis trente ans. Il participera le 6 mars, avec Nicolas Baverez, à un débat sur ce thème, organisé par *L'Histoire* à la Sorbonne.

**Jacques Marseille**  
Professeur à l'université  
Paris-I-Panthéon-Sorbonne

**L'HISTOIRE :** Nous assistons, depuis quelques mois, à un vif débat sur le « déclin français ». Quel regard l'historien économiste que vous êtes porte-t-il sur ce sujet<sup>1</sup> ?

**JACQUES MARSEILLE :** Ce qui me frappe, en premier lieu, c'est le caractère récurrent de ce débat. On parle déjà du déclin au moment de la dépression économique que connaît la France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, puis de nouveau dans les années 1930. Au lendemain du premier choc pétrolier de 1973, le livre d'Alain Peyrefitte sur *Le Mal français* (1976) dénonce à son tour les dangers qui guettent le pays.

Et même lorsque celui-ci s'enrichit, de manière spectaculaire, pendant les Trente Glorieuses, on est frappé de ce que nos concitoyens continuent à se plaindre et à s'inquiéter de l'avenir. « *Les historiens qui, tôt ou tard, dépouilleront les journaux de la période 1946-1975 y trouveront peu de témoignages de l'ardeur de la vie et de la joie du peuple français* », écrit en 1979 Jean Fourastié, qui a justement inventé l'expression de « trente glorieuses ».

Il précise cependant : « *Sans parler ici davantage ni de politique étrangère, ni de politique intérieure, ni des guerres plus ou moins froides, ni des accidents et faits divers quotidiens, nous avons à évoquer le climat moral qui a prévalu en France au cours de nos trente dernières années : climat si peu glorieux, si peu accordé à leurs glorieux succès matériels.* »

**L'H. :** Comment expliquer un tel sentiment de puissance déchu ?



Quatrième puissance commerciale mondiale, la France ne désarme pas dans la guerre économique. Ci-dessus : la tour Eiffel éclairée en rouge au moment de la visite du président chinois, en janvier 2004.

**J. M. :** C'est surtout un mal largement répandu dans nos élites. Elles adoptent volontiers une vision apocalyptique de l'histoire nationale et mettent en avant, avec une certaine constance et même une certaine gourmandise, les errements du passé. Comment l'expliquer ?

Il me semble que le tournant se situe en 1940, avec l'« étrange défaite » que notre pays a eu beaucoup de mal à assumer. Tout,

depuis lors, ne serait que nostalgie d'une grandeur passée. Et pourtant, le déclin est toujours mythique et se réfère à un âge d'or idéalisé : la France de la Belle Époque, et, plus anciennement, celle de Louis XIV et du Premier Empire.

L'historien des relations internationales Pierre Renouvin l'écrivait autrefois : les fondements de la puissance d'un pays, ce sont la richesse nationale, l'armée et l'opinion, c'est-à-dire une certaine

conscience des moyens de la grandeur nationale. En se référant à ces trois grands piliers de la puissance, les Français ont le sentiment que leur pays n'est plus celui qu'il était autrefois.

Il s'appauvrit, pense-t-on, alors qu'il reste la quatrième puissance commerciale du monde. Son armée n'est plus adaptée au danger nouveau du terrorisme – ce qui est vrai, pour le coup. La France serait aussi devenue incapable d'intégrer les immigrés – ce qui reste pourtant à démontrer...

Et puis, il y a la peur de la dépopulation, qui est l'un des arguments majeurs avancés par ceux qui croient dans le déclin. Une tradition qui remonte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsque Zola écrivait *Fécondité* (1898) : l'écrivain s'y fait le chantre de la famille nombreuse et critique l'égoïsme bourgeois qui mène la France à sa perte.

Un siècle après lui fait écho le succès du livre de Pierre Chaunu sur *La France ridée* (1979)...

**L'H. :** Et aujourd'hui, cette peur du déclin de la natalité, selon vous, n'est pas fondée...

**J. M. :** Elle cherche surtout à culpabiliser les Français alors que la situation n'est pas aussi catastrophique qu'on le dit. Certes, dans les années 1970, en France comme partout, le baby-krach succède au baby-boom, le nombre des naissances a baissé.

Mais, en 2000, la France est le pays européen où les femmes ont mis au monde, proportionnellement, le plus de bébés (1,89 par femme), largement devant nos voisins anglais, italiens et espagnols, qui, eux, connaissent une situation catastrophique.

L'autre évolution spectaculaire, c'est celle du taux de mortalité infantile : sur 860 000 naissances enregistrées dans la France de

## NOTE

1. Le débat à la Sorbonne réunira Jacques Marseille, auteur de *La Guerre des deux France, celle qui avance et celle qui freine* (Plon, 2004), et Nicolas Baverez, auteur de *La France qui tombe* (Perrin, 2003) (cf. p. 10).

1973, 12 000 bébés décédaient encore avant l'âge d'un an. Et trente ans plus tard, le taux de mortalité infantile a été divisé par quatre. Il est aujourd'hui l'un des plus faibles du monde (4,4 ‰).

**L'H. : A mettre en cause systématiquement l'idée de déclin, on va vous trouver trop optimiste !**

**J. M. :** Ce n'est pas de l'optimisme que de rappeler la mutation exceptionnelle qu'a connue notre pays depuis 1970. Où sont donc les « trente piteuses » qui auraient, déplore-t-on, succédé aux Trente Glorieuses ?

En trente ans, nous avons gagné, hommes et femmes confondus, sept années de vie. Concrètement, en 1973, les hommes qui avaient atteint l'âge de soixante-cinq ans n'avaient plus, en moyenne, que treize années à vivre ; aujourd'hui leur espérance de vie est passée à dix-sept ans. Et une femme a 80 % de chances d'atteindre l'âge de soixante-quinze ans. L'espérance de vie des Français est une des plus élevées au monde.

La retraite a complètement changé de sens, d'autant que le pouvoir d'achat des retraités s'est considérablement accru et que leur état de santé est souvent excellent jusqu'à quatre-vingts ans ou quatre-vingt-cinq ans : désormais, c'est une « troisième vie » qui commence avec la retraite.

Par ailleurs, les Français sont une fois et demie plus « riches » qu'il y a trente ans. L'opinion publique a toujours autant de difficulté à l'admettre, mais c'est un fait : entre 1973 et nos jours, le pouvoir d'achat de nos compatriotes a autant augmenté qu'entre 1950 et 1973. En francs constants d'aujourd'hui, le SMIC est à 1 000 F en 1950 ; en 1973 à 4 000 F. Trente ans après, à 8 000 F.

L'autre grande illusion, c'est l'idée que les inégalités s'accroîtraient. Contrairement à tout ce que l'on peut entendre, la distribution du patrimoine est moins inégalitaire aujourd'hui qu'elle l'était hier. Avant 1914, l'écart entre les revenus les plus bas et les revenus (salaires, rentes) les plus élevés était de 1 à 490. Aujourd'hui, il est de 1 à 73.

Plus surprenant encore : dans les années 1970, il y avait en France 15,7 % de pauvres, essentiellement des personnes âgées. Il y en a

aujourd'hui deux fois moins (7 %). Mais la pauvreté a changé de nature. Ce qui nous apparaît à juste titre comme un scandale inacceptable dans un pays riche, c'est l'exclusion de jeunes gens qui ne trouvent pas d'emploi, de femmes seules incapables de nourrir leurs enfants, d'handicapés que la société abandonne sur ses marges.

Ces laissés-pour-compte, tout le monde les oublie, même les orga-



La France est le pays d'Europe qui présente le plus fort taux de natalité. Ci-dessus : Jean-Pierre Raffarin et Xavier Darcos dans une école en novembre 2002.

nisations syndicales, plus préoccupées semble-t-il de sauvegarder les avantages acquis de leurs militants. Mais c'est une question de solidarité, cela, pas un signe de déclin !

**L'H. : La France qui décline, ce serait aussi une France qui ne travaille pas, qui a perdu le sens de la compétitivité. Parlez-nous de la France qui gagne.**

**J. M. :** Il est temps, en effet, de faire son éloge. Tout d'abord, par heure travaillée, la France a l'un des taux de productivité les plus élevés du monde, juste derrière les États-Unis.

Je me suis livré à un calcul simple : j'ai divisé le PIB français par la productivité du travailleur britannique ou japonais. Avec leur niveau de productivité qui est largement inférieur au nôtre, il nous faudrait 5 millions de travailleurs en plus pour produire la même chose.

En Europe, c'est la France qui devance l'Allemagne et le

Royaume-Uni au niveau du classement des premières entreprises industrielles et de services. Total, Axa, Carrefour, L'Oréal, Sodexo, autant d'entreprises qui sont devenues des *french world company*. Enfin, la France est l'un des pays qui a le plus profité de la mondialisation. Elle dégage des excédents de sa balance des services parmi les plus élevés du monde.

Des réalités ignorées par ceux qui n'ont pas compris qu'on était passé d'une économie industrielle à une économie de services, qui détestent les entreprises et redoutent la mondialisation.

**L'H. : Qu'est-ce qui ne va pas, alors ? D'où vient l'impression de déclin ?**

**J. M. :** D'un État obèse, de la lourdeur des structures, qui nourrissent le sentiment du déclin éprouvé par certains observateurs. Dans notre pays, les niveaux de décision sont à ce point empilés qu'on compte 1 élu pour 100 habitants – cela entraîne une dilution des responsabilités qui crée une irresponsabilité généralisée.

Par ailleurs, l'Éducation nationale ne remplit plus ses engagements. L'Université est en panne. Sait-on que la France est l'un des rares pays au monde où un étudiant coûte moins cher qu'un lycéen et un collégien ? L'ascenseur social est en panne et la confiance dans le pays, ébranlée.

Enfin, il y a les carences des syndicats. Les effectifs cumulés des trois principales confédérations syndicales représentent moins de 1,2 million de salariés... sur une population active de 24 millions. Cette faiblesse des syndicats, alliée à leurs divisions, les conduit à une surenchère verbale qui n'aide pas à résoudre les crises que traverse le monde du travail, mais contribue en revanche à développer chez les Français une culture de l'amertume et du ressentiment.

Le discours sur le déclin se confond trop souvent avec une sorte de fatalisme, comme si la France était condamnée à ne devoir jamais retrouver une grandeur passée. Tout cela est absurde. Il faut donner à la France qui gagne les moyens d'échapper à la France qui freine.

(Propos recueillis par Bruno Cabanes.)